

Priorité au cloud : dix propositions pour accentuer la transformation numérique de l'Etat

Outre une « start-up nation », la France deviendra-t-elle une « **nation cloud** » ? Les engagements se succèdent mais il faut désormais qu'ils se concrétisent.

EuroCloud, association française qui fédère 200 fournisseurs de services ou sociétés qui se développent autour du cloud, vient de remettre au gouvernement « une feuille de route opérationnelle » au gouvernement français.

Le rapport a été transmis hier soir à Mounir Mahjoubi, Secrétaire d'Etat chargé du Numérique.

La Commission Affaires Publiques d'EuroCloud, présidée par Alban Schmutz (parallèlement Vice-Président d'OVH), vient de livrer 10 propositions pour faire bouger les lignes au niveau du gouvernement qui évoque régulièrement la nécessaire transformation numérique de l'Etat.

Mais le message est également valable pour les TPE, PME et ETI, qui demeurent frileuses pour passer le cap.

EuroCloud invite donc le gouvernement à se mobiliser pour le cloud travers ses dix propositions.

Et la première d'entre elles donne le ton : « Diffuser une circulaire priorité au cloud » dans les administrations centrales et les services publics.

Une démarche similaire à celle initiée par l'April pour favoriser l'usage des logiciels libres dans le secteur public.

A travers cette initiative, l'objectif est d'enclencher le réflexe cloud de manière plus systématiques par le biais de différentes strates du secteur public : DINSIC (« DSI de l'Etat »), offres d'appels pour des projets cloud, contrats d'achat...

D'autres propositions sont tournées vers un environnement « de confiance » favorable à l'épanouissement du cloud : renforcement de la protection des données personnelles, un « cadre ambitieux sur le chiffrage des données » (un sujet délicat sur fond de lutte anti-terrorisme) et davantage de « transparence ».

Pour soutenir cette initiative pro-cloud, EuroCloud avance des évaluations chiffrées susceptibles d'attirer l'attention du gouvernement qui cherche des pistes d'économie dans le fonctionnement de l'Etat.

Sur la foi d'une étude EY, l'organisation professionnelle des acteurs du cloud met en exergue une réduction du budget de l'Etat de l'ordre de 12 milliards d'euros sur 5 ans si le recours au cloud dans la sphère publique était généralisé.

Au-delà de l'image de modernisation des services publics, la piste est probablement intéressante à

creuser si elle est bien pilotée et exécutée.

Pour consulter le document complet présentant les 10 préconisations, [cliquez ici](#).